

17 JUIL. 2024

**Arrêté préfectoral complémentaire du
abrogeant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse
par la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique
pour l'exploitation de son usine située sur la commune de Soual**

Le préfet du Tarn,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national du Mérite,

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu** le code de justice administrative ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du président de la République du 20 septembre 2023 portant nomination de monsieur Michel VILBOIS en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 mai 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux 2022-2027 du bassin Adour-Garonne approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;
- Vu** l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour Garonne ;
- Vu** l'arrêté cadre interdépartemental du 30 juin 2023 portant définition d'un plan d'action sécheresse pour le sous-bassin du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 9 février 2012 modifié autorisant la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à poursuivre l'exploitation des installations situées Route de Cambounet-sur-Sor à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 avril 2015 portant enregistrement pour l'exploitation d'une chaudière de valorisation énergétique de produits biomasse spécifique et de modification des conditions d'exploitation du magasin de stockage de matières premières de la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual ;

- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 avril 2019 relatif à la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations de la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 décembre 2019 relatif à la modification du programme de surveillance des rejets aqueux du site exploité par la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2021 relatif aux dispositions applicables à la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual en cas de période de sécheresse ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 10 juin 2024 à la connaissance du demandeur pour observations éventuelles ;
- Vu** l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans son courrier électronique en date du 13 juin 2024 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé définissant des mesures de restriction sur les prélèvements et la consommation en eau de sites industriels, ainsi que des modalités d'exemptions de certaines installations, est applicable à la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique à Soual ;

Considérant dès lors qu'il n'y a pas lieu d'imposer des mesures spécifiques complémentaires à la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique pour son établissement situé sur le territoire de la commune de Soual ;

Sur proposition de Monsieur le sous-préfet de Castres

Arrête

Article 1^{er} – Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui leur sont applicables, les installations exploitées par la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique pour son établissement situé Route de Cambounet-sur-le-Sor sur le territoire de la commune de Soual sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2

L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 novembre 2021 susvisé est abrogé.

Article 3

Les articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juin 2023 susvisé sont supprimés.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par

voie postale (68, rue Raymond IV, BP7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – Affichage et publication

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie de Soual pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Exécution

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que le maire de la commune de Soual sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Pierre Fabre Dermo Cosmétique.

Fait à Castres, le 17 JUIL. 2024

Pour le préfet, par délégation,
le sous-préfet de Castres,



Laurent GANDRA-MORENO